

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 17 mars 2022

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°41-2022 CREATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME N°322022 « RENOUELEMENT ET ACQUISITION DES POSTES DE TRAVAIL INFORMATIQUES »

Le 17 mars 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au Conseil départemental de la Charente-Maritime dans la salle de conférence « l'Hermione », sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 18 février 2022

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BESSON, CAMPODARVE, DUGUE, GRENON, GUILLEN, LABARRIERE, PONS, RAFFARIN, PROTEAU, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	12

Membres de droit :

Mesdames : la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, le Payeur départemental.

Membres ayant voix consultative :

Mesdames et Messieurs : le colonel hors-classe MARCAILLOU, le médecin-chef AUDFRAY, le sergent BENOIST, le capitaine DUMILLARD, la sergente-chef PRIOUR, VIC.

Assistaient également :

Mesdames et Messieurs : le colonel JOUANNE, le Sénateur LAURENT, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs : le Préfet, BARRAUD, BARUSSEAU, BAUDON, BLANC, BOTTON, CABRI, DE ROFFIGNAC, DESPREZ, DUCROCQ, GUIMBERTEAU, GRAU, GUEGO, LIBELLI, LIGONNIERE, MARCILLY, MALAGNOUX, NASSIVET, PINAUD, POUJADE, QUENTIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le capitaine FAIVRE, le lieutenant LARGE, l'adjudant-chef RUCHAUD.

CREATION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME N°322022 « RENOUVELLEMENT ET ACQUISITION DES POSTES DE TRAVAIL INFORMATIQUES »

Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

Le groupement des systèmes d'information du SDIS de la Charente-Maritime a en charge la gestion de l'ensemble des moyens informatiques et télécom de l'établissement public, et en particulier un parc d'ordinateurs pour les usages bureautiques.

A ce titre, il procède en permanence :

- Au renouvellement des ordinateurs affectés aux usages de bureautique ;
- Au renouvellement et à la mise à jour des logiciels associés ;
- Aux acquisitions rendues nécessaires par les évolutions de l'organisation du SDIS.

Le remplacement se fait sur la base d'une durée de vie de 6 ans pour les ordinateurs fixes et de 5 ans pour les ordinateurs portables.

Les besoins moyens de renouvellement sont donc d'environ une centaine de machines par an, hors besoins nouveaux.

Cette politique répond à trois objectifs principaux :

- Fournir aux agents des matériels et logiciels récents et fiables, avec si besoin les accessoires adaptés à leur poste de travail (écrans, station d'accueil, ...) ;
- Limiter les risques d'atteinte à la sécurité en s'appuyant sur des systèmes d'exploitation récents, régulièrement mis à jour par les éditeurs, et les outils logiciels associés ;
- Optimiser le travail d'ingénierie nécessaire à la gestion et maintenance du parc, en procédant, quand cela s'avère possible, à des acquisitions groupées au travers des centrales d'achat.

Pour autant, l'absence d'une véritable programmation pluriannuelle des investissements de bureautique ne permet pas de piloter de manière optimale le renouvellement des équipements et d'assurer la lisibilité des acquisitions, ainsi que le suivi du parc informatique.

Or, la continuité du service public et la bonne distribution des secours sont particulièrement dépendants de la qualité des équipements de bureautique mis en place au sein du SDIS 17.

De plus, le renouvellement du matériel de bureautique se fait dans un contexte de tension dans les approvisionnements et d'instabilité des coûts. En outre, l'absence de plan jusqu'à présent a pu conduire à des acquisitions par à-coups, ne suivant pas les durées d'amortissement des matériels ou les besoins nouveaux, entraînant de fait la nécessité d'un « rattrapage ».

C'est pourquoi il s'avère nécessaire de disposer d'une vision prospective afin de garantir l'optimisation des coûts et le respect de la trajectoire budgétaire.

L'opération visant au renouvellement et à l'acquisition des postes de travail informatiques, doit aussi permettre d'intégrer le matériel et les licences associées, afin de garantir au SDIS, la sécurité juridique de l'utilisation des différents systèmes d'exploitation.

La répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme s'effectuera comme suit :

	2022	2023	2024	2025	Total
Crédits de paiement	105 000 €	186 000 €	162 000 €	162 000 €	615 000 €

Le détail de la répartition de ces coûts s'établit comme suit :

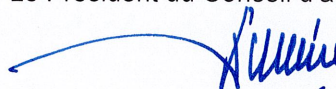
		2022	2023	2024	2025	Total
2051	Concessions et droits similaires, licences	25 000 €	60 000 €	50 000 €	50 000 €	185 000 €
2183	Matériel informatique	80 000 €	126 000 €	112 000 €	112 000 €	450 000 €
Total		105 000 €	186 000 €	162 000 €	162 000 €	615 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'approuver la création de l'autorisation de programme n°322022 « Renouvellement et acquisition des postes de travail informatiques ».

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

Certifié, publié et exécutoire

le 23 MARS 2022

C17032022 DE 41

Pour le Président du Conseil d'administration
et par délégation,

Le Directeur départemental adjoint



Colonel Eric JOUANNE